

3 mois après Snowden, encore des révélations : la NSA aura-t-elle nos libertés démocratiques à l'usure ?



La dernière alerte lancée par Edward Snowden sur les capacités d'écoute de la NSA n'a pas fait grand bruit dans l'Hexagone. Un début de lassitude que l'on doit regretter en vue des enjeux démocratiques et économiques liés à cette affaire.

Avec Michel
Nesterenko

Atlantico : L'affaire des écoutes a connu un nouveau rebondissement cette semaine après les révélations de M. Snowden sur le logiciel « Bullrun », capable de briser la plupart des systèmes de cryptage de boîtes mail. Survenue après tant d'autres, cette affaire semble pourtant avoir un impact bien moindre que les précédentes dans l'opinion. Est-on lentement en train d'oublier le scandale NSA ?

Michel Nesterenko : Le scandale NSA a peut-être aujourd'hui disparu du radar médiatique en France, mais il ne faut pas oublier qu'outre-Atlantique le *New York Times* et le *Washington Post* tirent à boulets rouges tous les matins sur la Maison Blanche. **Le sujet y reste sur le devant de la scène car les enjeux en termes de protection des informations sont de tout premier rang, en particulier pour les entreprises américaines dont le secret industriel est directement menacé par un tel système d'écoutes.** Le but n'est pas simplement de mettre le pouvoir dans l'embarras, mais bien de se poser la question suivante : « Où vont aujourd'hui les Etats-Unis ? » que ce soit sur le plan des libertés individuelles, du respect de la Constitution, mais aussi de la sécurité même des entreprises et des banques américaines. Rappelons ici les enjeux pour ces dernières :

Tout d'abord, la NSA s'est arrangée à la fin des années 1990 pour que des « trous » (backdoors) soient intégrés dans tous les logiciels de sécurisation conçus sur le territoire américain. Ils ont ensuite fait appel à des personnalités du crime organisé pour creuser ces trous, autrement dit augmenter leurs potentiels d'exploitation. Cela fait qu'aujourd'hui, les mafias concernées peuvent pénétrer, entre autres, tous les logiciels de communication bancaires dans lesquelles elles se sont infiltrées. Cette gigantesque passoire a été voulue par la National Security Agency pour faciliter son travail, mais elle facilite aussi au passage celui d'organismes encore moins recommandables. **C'est probablement là le fait le plus grave de cette affaire, dans le sens où l'Agence est devenue par effet de ricochet la pire ennemie des entreprises américaines.** Paradoxalement, ce qui devrait être la partie la plus sécurisée du réseau informatique des Etats-Unis est aujourd'hui pratiquement transparent.

Si cette bataille de l'opinion reste vivace, quel camp est selon vous en train de la gagner ?

Difficile à prédire. **Ce que l'on sait c'est que les dysfonctionnement au sein du gouvernement et du renseignement sont**

gravissimes. Les Américains sont aujourd'hui totalement effarés car ils se rendent compte qu'un organisme censée les protéger s'est mis concrètement à organiser un système Big Brother qui est aujourd'hui totalement hors-contrôle. Pour ce faire, cet organisme a menti à tout le monde sans exception. Les agents de la NSA ont menti au Congrès et menti aux juges qui leur ont délivré les autorisations d'écoutes, ainsi qu'à ceux chargés de les superviser, le tout en empêchant des audits sur leurs méthodes de fonctionnement. Le plus incroyable dans cette affaire, c'est qu'ils ont pourtant été incapables d'informer Barack Obama des attaques chimiques d'El Ghoulat, soi-disant parce qu'ils étaient en train d'étudier l'affaire. Le président a ainsi appris l'existence de ces attaques par la presse. Cette dynamique infernale en vient à perturber jusqu'aux fonctionnements démocratiques les plus élémentaires. **Autre fait gravissime dans cette affaire, Obama et son administration se retrouvent emportés par ce mouvement sans possibilité de s'y opposer.** La récente déclaration où il affirmait que la NSA n'avait jamais espionnée les citoyens américains en est une illustration claire.

Le dénouement de l'affaire Bradley Manning, autre célèbre lanceur d'alertes qui vient d'être incarcéré pour haute-trahison, peut-il être interprété comme une première victoire pour les agences de renseignements ?

Je ne pense pas, il s'agit tout au plus d'un épiphénomène qui incitera au mieux les prochains à être un peu plus prudent. Cependant, cela s'inscrit dans la logique portée par le gouvernement Obama qui veut que l'on poursuive tout ceux qui s'attaqueront aux services des renseignements américains en dévoilant les dysfonctionnements. **On peut d'ailleurs voir là une autre ressemblance inquiétante avec le « 1984 » d'Orwell.**

Autre conséquence des révélations d'Edward Snowden et de Glenn Greenwald, des scandales d'espionnages ont éclatés entre Washington et plusieurs de ses partenaires, dont le Brésil, la France et l'Allemagne. Quel impact cela peut-il avoir sur les relations diplomatiques futures ?

On peut clairement parler d'une aggravation de la méfiance d'une grande partie de la communauté internationale à l'égard des Etats-Unis, et on en a d'ailleurs déjà vu les effets au G20. La plupart des pays-membres y ont fait part de leur scepticisme vis-à-vis des frappes en Syrie, en dehors de M. Hollande qui est aujourd'hui pratiquement le seul avec M. Obama à décider d'intervenir. John Kerry n'a quant à lui pas arrangé la situation en annonçant devant le Congrès que des pays arabes étaient prêts à régler « la facture » si l'envoi de troupes au sol était décidé, avant de faire machine arrière et d'affirmer que ce n'était pas à l'ordre du jour. On peut deviner que les pays censés payer la facture en question ont apprécié. **Nous avons avec la Syrie un symbole révélateur de la méfiance généralisée à l'égard de Washington.**

Peut-on estimer, sans faire de l'optimisme naïf, que ces systèmes de renseignement seront mieux encadrés juridiquement à l'avenir ?

C'est la grande question que beaucoup de monde (parlementaires, experts juridiques, journalistes, etc.) se pose actuellement à Washington : peut-on contrôler cet éléphant ? On s'est rendu compte avec les [récentes informations](#) de M. Snowden que le budget des agences de renseignement se compte en dizaine des milliards de dollars (sans compter les fonds secrets) tandis que plus de 100 000 personnes travaillent au renseignement toutes agences confondues. Il faut bien se rendre compte du chiffre pour voir à quel point ces effectifs sont colossaux. Le plus effarant est que cela ne sert finalement personne, le système étant bien trop gargantuesque pour être efficace. **Personne n'est cependant capable, à mon avis, de savoir si l'on pourra un jour encadrer juridiquement le système, que l'on ne saurait même pas détricoter efficacement tellement il est devenu complexe.**